



Contribution de la société Eurafibre à la consultation publique organisée par l'Arcep sur le projet d'évolution des analyses de marchés du haut et très haut débit pour la période 2020 à 2023

La société Eurafibre remercie l'Arcep d'avoir organisé cette consultation publique et se réjouit de contribuer, pour la première fois, aux échanges conduits par l'Autorité.

La contribution de la société Eurafibre est fondée sur son expérience du marché « entreprises », et plus particulièrement sur son activité de raccordement en fibre optique dédiée.

Cette contribution s'inscrit, en outre, dans un contexte spécifique.

En effet, la période 2020 à 2023 – couverte par les présentes analyses de marché – sera marquée par deux évolutions techniques significatives qui pourraient avoir un impact sur l'effectivité de l'ouverture à la concurrence des marchés :

- (i) d'une part, le déploiement massif du FTTH ; et
- (ii) d'autre part, l'accélération de la transition programmée du cuivre vers la fibre.

Si ces évolutions sont attendues, il n'en demeure pas moins qu'elles seront déterminantes et façonneront pour plusieurs années le marché français de la fibre optique.

Dans ce cadre, et sans prétendre à l'exhaustivité, la société Eurafibre souhaite émettre certaines observations générales sur le projet de décision de l'Arcep relative à la définition du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil pour le déploiement de réseaux en fibre optique.

Après une présentation de la société Eurafibre et de son activité (1), la société soulignera l'importance de l'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange pour les opérateurs alternatifs afin d'assurer une concurrence effective sur le marché « entreprises » (2) et du maintien des obligations d'accès – mais également tarifaires – sur Orange en sa qualité d'opérateur exerçant une influence significative sur le marché (3).



1. La société Eurafibre, récemment intégrée dans le groupe Eurofiber, a pour ambition d'étendre son activité sur le territoire français.

La société Eurafibre est un opérateur d'infrastructure télécoms déployant, dans des fourreaux appartenant à Orange, via l'offre « GC BLO », ses propres câbles optiques. Au fil du temps, Eurafibre s'est spécialisée dans les offres FTTO collectées pour les opérateurs de service. Ces offres représentent près de 80% des ventes actuelles de la société.

[...]

La société, créée en 2011, a rejoint fin 2019 le groupe Eurofiber, cette opération marquant une étape importante pour le développement de la société en France. Le groupe Eurofiber est, en effet, un opérateur important aux Pays-Bas et en Belgique, pays dans lesquels il a déployé plus de 37 000 kilomètres de fibre optique.

Dans ce cadre, la volonté du groupe Eurofiber est de dupliquer le modèle régional d'Eurafibre sur l'ensemble du territoire français grâce à un plan d'investissement massif sur les cinq prochaines années, afin d'en faire un acteur majeur de l'infrastructure passive et active en France. [...]

En France, ce réseau reposera sur l'utilisation des offres « GC BLO » d'Orange, de sorte que l'accès, la bonne gestion des fourreaux et une vision claire sur les évolutions tarifaires constitueront des éléments essentiels pour permettre ce déploiement.

La société est, à ce titre, d'ores et déjà confrontée à plusieurs enjeux concrets qui apparaissent essentiels pour le développement de son activité :

- la saturation progressive des infrastructures au sein des grandes agglomérations ainsi que la nécessité d'une gestion ouverte des infrastructures par l'opérateur disposant d'une influence significative sur le marché ;
- des difficultés d'accès aux NRO, qui rendent plus complexes et plus coûteux les déploiements par la société, causées par les modalités de tarification appliquées par les opérateurs ainsi que par l'engagement de volumes de couverture de PM liés à l'accès au NRO dans certaines situations ;
- le volume de casses de fibres par certains sous-traitants d'opérateurs tiers qui, dans certaines situations, ne respectent pas les bonnes pratiques pour l'installation d'un câble optique dans des fourreaux mutualisés. Ces casses entraînent des interruptions de services pour les clients de la société, ce qui génère un coût de réparation et nuit nécessairement à l'image des offres FTTO ; et, enfin
- le manque de visibilité en ce qui concerne la place réservée à la concurrence par les infrastructures dans le cadre réglementaire envisagé. La réussite d'un modèle de concurrence par les infrastructures requiert naturellement la possibilité pour un opérateur alternatif d'accéder à des infrastructures passives pour déployer son réseau. Toutefois, il semble également nécessaire d'assurer aux opérateurs qui font le choix de développer leurs propres réseaux qu'une telle stratégie de développement ne soit pas compromise par des opérateurs qui se contenteraient d'acheter des accès activés aux lignes existantes auprès d'autres opérateurs. Si l'Arcep souhaite promouvoir une concurrence par les infrastructures qui soit à la fois effective et qui s'inscrive dans la durée, elle devra ainsi veiller à ce que la concurrence par les services ne constitue pas la pierre angulaire du nouveau cadre réglementaire envisagé.

La société Eurafibre est, en outre, membre de l'AOTA qu'elle soutient sur différents sujets en cours d'examen (notamment la gestion des chambres sécurisées nécessitant un accompagnement d'Orange, l'accès aux infrastructures pour des sujets événementiels, la facturation des pénétrantes NRO & des datacenters, etc.).

Dans ce contexte, le développement de l'activité d'Eurafibre en France, en qualité d'opérateur alternatif, ne peut se pérenniser sans l'existence d'une régulation solide lui permettant d'accéder aux infrastructures passives essentielles dans des conditions tarifaires raisonnables.



2. L'accès aux infrastructures passives, et plus particulièrement à celles d'Orange, demeure un élément primordial pour assurer une concurrence effective sur le marché « entreprises » en France.

Eurafibre rejoint l'Arcep dans son analyse du marché de gros des infrastructures lorsque l'Autorité conclut que les infrastructures d'Orange :

- (i) sont prépondérantes de sorte qu'Orange est le seul opérateur à détenir des infrastructures de génie civil sur une grande majorité des zones et, par voie de conséquence, à fournir l'essentiel des offres de gros d'accès au génie civil (cf. en particulier p. 13 et 26 du projet de décision) ; et
- (ii) *« présentent une taille et un niveau de capillarité sans équivalent et correspondent à des niveaux d'investissement extrêmement élevés, de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards d'euros »*, qu'un opérateur tiers ne pourrait pas répliquer sans engager des investissements lourds et difficilement rentables (cf. p. 23 du projet de décision).

Orange est ainsi le seul opérateur à détenir les infrastructures de génie civil nécessaires pour le déploiement du réseau de fibre optique de façon continue, et ce, sur la quasi-totalité du territoire national.

La taille, l'étendue et le niveau de capillarité des infrastructures de génie civil d'Orange sont d'ailleurs les raisons principales pour lesquelles la société Eurafibre, au même titre que de nombreux opérateurs, souhaite y accéder, sans quoi elle devrait consentir de très lourds investissements, sans réelle perspective de rentabilité et de compétitivité, pour dupliquer les infrastructures.

L'accès aux infrastructures passives d'Orange constitue, par conséquent, un élément essentiel pour promouvoir une concurrence par les infrastructures qui soit effective entre les opérateurs, en permettant à ceux qui ne disposent pas de la capacité financière pour dupliquer les infrastructures de proposer des offres de services compétitives et innovantes sur le marché tout en limitant les coûts de déploiement de leur réseau.



3. Les obligations imposées à Orange au titre de la régulation, en sa qualité d'opérateur exerçant une influence significative sur le marché, doivent être appliquées avec précision pour assurer une concurrence effective sur le marché.

Les obligations imposées à Orange au titre de la régulation sont essentielles pour permettre aux opérateurs alternatifs de conserver un accès aux infrastructures de génie civil dans des conditions techniques et tarifaires convenables.

L'existence d'obligations d'accès et tarifaires permet aux opérateurs comme Eurafibre de construire leur stratégie commerciale sur la base de paramètres clairs, transparents et prévisibles sur plusieurs années. Cette prévisibilité est d'autant plus cruciale lorsqu'elle concerne un marché aussi concurrentiel que celui de la fibre.

Aussi, Eurafibre considère comme essentiel le maintien par l'Arcep d'obligations applicables à l'opérateur exerçant une influence significative.

En particulier, le maintien de l'obligation pour Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès à ses infrastructures de génie civil et aux ressources associées, ainsi que le maintien d'une obligation de contrôle tarifaire constituent des paramètres importants

sur lesquels un opérateur comme Eurafibre doit pouvoir compter pour pouvoir déployer son propre réseau et offrir un service global et de qualité à ses clients.



En synthèse Eurafibre estime, dans le cadre de la présente contribution, que la régulation sur le segment des offres de gros d'accès aux infrastructures est nécessaire pour de très nombreux opérateurs alternatifs qui doivent pouvoir bénéficier d'une certaine visibilité à ce sujet, et que cette régulation doit donc être maintenue et appliquée avec précision. Cette régulation est nécessaire pour promouvoir une concurrence par les infrastructures qui a toujours constitué un aspect important pour l'Arcep.

En effet, le développement d'un marché concurrentiel qui verrait l'émergence de plusieurs opérateurs alternatifs ne peut être pérennisé que si deux conditions sont remplies :

- (i) en premier lieu, assurer aux opérateurs alternatifs l'accès aux infrastructures d'Orange afin de leur permettre de présenter des offres économiquement compétitives à leurs clients ; et
- (ii) en second lieu, garantir des conditions tarifaires raisonnables dans ce cadre afin de permettre à ces opérateurs d'avoir les moyens de déployer leurs réseaux s'ils le souhaitent et/ou d'offrir des solutions innovantes qui seront le moteur du rayonnement français sur la scène internationale.

La société souhaite enfin ajouter que, compte tenu des enjeux concrets auxquels elle est confrontée (cf. la première partie ci-dessus de la contribution), elle plaide pour un renforcement du contrôle et de la sécurité des infrastructures, ainsi que pour un dispositif dans lequel les déclarations à l'Arcep seraient distinctes en fonction des différents types de métiers exercés sur le marché. Une obligation de spécifier aux usagers finaux les différents types d'opérateurs utilisés & SLA sur leur bon de commande permettrait également une meilleure information du consommateur, dans la mesure où le marché entreprise voit émerger des distributeurs revendant des services avec des niveaux de SLA non compatibles avec l'offre sous-jacente souscrite.